



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de la Réglementation de l'Environnement

2004/ICPE/208

A R R Ê T É

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU la circulaire du 15 janvier 2004 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable rappelant notamment la priorité devant être accordée à la réduction des pollutions des fonderies ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 2000 autorisant la S.A. ATLANTIC INDUSTRIE à exploiter une fonderie de cupro-aluminium située à Nantes, 10 rue des Usines ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 20 juin et 10 juillet 2002, fixant à la Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE, successeur de la S.A. ATLANTIC INDUSTRIE, des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de la fonderie précitée ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur principal des installations classées, en date du 19 juillet 2004 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 9 septembre 2004 ;

VU le projet d'arrêté transmis à M. le Directeur de la Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la lettre en date du 24 septembre 2004 de la Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE formulant des observations sur le projet d'arrêté ;

VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 8 décembre 2004 ;

CONSIDERANT la nécessité d'améliorer la connaissance et la maîtrise des émissions des installations de la Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son établissement situé à Nantes, 10 rue des Usines.

Article 2 : L'exploitant établit une cartographie des postes émetteurs de polluants atmosphériques au sein de ses installations.

Cette cartographie comporte, pour chaque poste émetteur, :

- L'inventaire des principaux polluants émis. Pour chaque polluant inventorié, sont précisées :
 - sa nature physique (particulaire ou gazeuse) ;
 - sa nature chimique (composition, spéciation) ;

Les substances ou éléments à caractère toxique sont en particulier identifiés.

- Les quantités de polluants émises. Pour chaque polluant inventorié, sont précisées ou évaluées :
 - les quantités (concentration, flux) émises de manière canalisée ;
 - les quantités (flux) émises de manière diffuse ;
- L'évaluation de la qualité du captage des émissions (fraction captée du flux massique émis).

En première approche, la cartographie est réalisée sur la base de prélèvements effectués au droit des postes émetteurs (polluants pris en compte : poussières totales, métaux en particulier le plomb,...) et transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet 2005.

Dans un délai de trois mois suivant la mise en place des dispositifs de captage prévue à l'article 3, une évaluation plus complète, portant sur les polluants précités ainsi que sur les dioxines pour ce qui concerne les postes de fusion, est réalisée sur les rejets canalisés et transmise à l'inspection des installations classées.

Article 3 : L'exploitant procède à une étude des possibilités techniques en référence aux meilleures technologies disponibles :

- De mise en place du captage des émissions de polluants ;
- de mise en place éventuelle des traitements spécifiques ou des actions de réduction à la source permettant de limiter strictement les émissions de polluants, en particulier à caractère toxique, à l'atmosphère.

Cette étude assortie d'un échéancier de mise en œuvre est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet 2005.

Article 4 : Sur le fondement des études visées aux articles 2 et 3, l'inspection des installations classées propose la fixation, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, des prescriptions concernant la limitation des rejets de l'établissement ainsi que les conditions de surveillance de ces derniers et le cas échéant de leurs impacts sur l'environnement et la santé.

Article 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Nantes et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie de Nantes pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Député-Maire de Nantes et envoyé à la Préfecture de la Loire-Atlantique - Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement.

Article 7 : Deux copies du présent arrêté seront remises à M. le Directeur de la Sté FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 8 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Député-Maire de Nantes et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 17 DEC. 2004

LE PREFET

Pour LE PREFET,
le Secrétaire Général

Pour ampliation,
le Chef du Bureau
de la Réglementation de l'Environnement

Geneviève RONDET

Jean-Pierre LAFLAQUIERE